

759-Rp

AU SERVICE DU PEUPLE PORTUGAIS

DISCOURS PRONONCÉ

PAR LE PROFESSEUR DR. MARCELLO CAETANO,

PRESIDENT DU CONSEIL,

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 27 NOVEMBRE 1968

SECRETARIA DE ESTADO DA INFORMAÇÃO E TURISMO

1968

. 1270

759-Rp

AU SERVICE DU PEUPLE PORTUGAIS

DISCOURS PRONONCÉ

PAR LE PROFESSEUR DR. MARCELLO CAETANO,

PRÉSIDENT DU CONSEIL,

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, LE 27 NOVEMBRE 1968

SECRETARIA DE ESTADO DA INFORMAÇÃO E TURISMO

1968



S.N.I.
12721

ALL SERVICE
OF THE PEOPLE PORTUGAL

INFORMATIONS
FOR THE SERVICE OF THE PEOPLE PORTUGAL
FOR THE SERVICE OF THE PEOPLE PORTUGAL
FOR THE SERVICE OF THE PEOPLE PORTUGAL

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Messieurs les Députés,

La Constitution autorise le Président du Conseil à comparaître devant cette Assemblée pour s'occuper de questions d'un intérêt national reconnu. Or, je crois que la Nation et la Chambre auront intérêt à entendre, exposé de la bouche même du chef du nouveau gouvernement, son avis sur la conjoncture où, en raison de la maladie du Président Salazar, il a été appelé à assumer les lourdes responsabilités du Pouvoir. C'est cette intention qui m'amène ici, et j'aborderai immédiatement le sujet, que je m'efforcerai d'exposer d'une manière synthétique, afin d'être bref.

Nous avons tous conscience de l'importance fondamentale qu'assument nos Provinces d'Outre-Mer dans la vie publique portugaise. La civilisation des populations et la mise en valeur des territoires d'outre-mer ont occupé progressivement, jusqu'en 1961, une place de plus en plus importante et détachée dans les préoccupations des gouvernants. En cette même année a été déclenchée dans le nord de l'Angola une explosion extrêmement violente de terrorisme, d'où ont résulté le massacre de milliers de

personnes, parfois de familles entières, et la dévastation d'immenses zones où ont été semées la désolation et la ruine.

La réaction rapide et énergique de la population de l'Angola, aidée par les forces militaires et de police qui étaient alors en très petit nombre dans la Province, a permis de dominer les événements et serait certainement venue à bout, à brève échéance, de l'insurrection, n'étaient l'appui matériel que les insurgés recevaient de territoires voisins, et l'appui moral — pour le moins — d'autres pays qui pensaient pouvoir bénéficier de la destruction de l'autorité portugaise.

Depuis 1961, ces mêmes éléments alimentent la subversion en Angola, qu'ils ont par la suite introduite également en Guinée et au Mozambique. En aucun cas nous ne nous sommes trouvés en présence de mouvements spontanés des populations natives. D'une manière générale, il s'agit d'incursions venues de bases situées dans des territoires limitrophes ou qui y trouvent leur appui. Les capitaux et les armes sont étrangers. C'est à l'étranger, notamment en U. R. S. S. et en Chine communiste, que sont entraînés les cadres, et de Cuba sont venus des instructeurs et des dirigeants.

Les divers mouvements et les partis qui se sont constitués pour alimenter la subversion et se disputer éventuellement le pouvoir comptent sur une vaste audience et sur une opinion nettement favorable dans certains secteurs de la presse étrangère, dans de nombreuses chancelleries et à l'Assemblée des Nations Unies. Les uns apportent leur aide pour une question d'idéologie partisane, d'autres parce qu'ils croient ingénument qu'ils appuient une cause généreuse; beaucoup par simple intérêt, et un certain nombre par la crainte de contrarier des courants dominants dans l'opinion internationale.

Malgré la tempête qui a été ainsi déchaînée, le Portugal a maintenu sa position avec sérénité. Il en est qui pensaient, un peu partout, que cette persistance n'était que le fait d'une simple obstination personnelle du Docteur Salazar. La vérité, cependant, est que la position du Portugal ne pouvait être différente.

Des centaines de milliers de blancs vivent en Angola et au Mozambique, y travaillent, y accomplissent leur destin. Beaucoup d'entre eux sont nés là-bas, quelques-uns même en sont à la troisième, à la quatrième ou même à la cinquième génération de familles enracinées depuis longtemps dans ces provinces. Ils sont africains. Et, à côté de ces blancs, il y a des millions de noirs qui, durant des siècles, n'avaient connu que la vie tribale, avec ses aspects grégaires et ses rivalités, et qui, au sein de la Nation portugaise, ont trouvé un foyer commun, une base de communauté sociale et les conditions pour acquérir progressivement les possibilités de faire face aux problèmes et d'utiliser les ressources propres des temps où nous vivons.

Le Portugal est responsable de la sécurité des populations et de la préservation de tout ce qu'elles créent et dont elles vivent.

Le Portugal ne peut abandonner aux caprices de la violence, aux fureurs des ressentiments, aux haines des clans ou aux jongleries de la politique internationale ses enfants de toutes les races et de toutes les couleurs qui vivent dans les provinces d'outre-mer, et il ne peut jouer aux dés d'un destin plus qu'incertain les valeurs qui, à l'abri de son drapeau, ont transformé des pays barbares en des territoires prometteurs en voie de civilisation.

La conscience de cette impossibilité est si vive dans l'esprit de nous tous que, pas un seul instant, nous n'avons hésité à faire face à la subversion.

En vérité, les Portugais pouvaient-ils assister impassibles à la destruction sauvage de la vie civilisée?

Les Portugais pouvaient-ils laisser accumuler l'hostilité raciale et creuser un abîme entre deux ethnies dont la coexistence et la collaboration étroites sont indispensables au progrès de l'Afrique australe?

Les Portugais pouvaient-ils voir anéantir une oeuvre qui, en dépit de tous les défauts inhérents à la nature humaine, traduit positivement la création de sociétés multiraciales auxquelles noirs et blancs sont profondément attachés, en un esprit d'entente et de collaboration dont on ne trouve malheureusement pas beaucoup d'exemples dans d'autres régions?

Nous n'avons déclaré la guerre à personne. Nous ne sommes en guerre avec personne. La subversion n'a pas de nom et ses attentats sont commandés par on ne sait qui. Nous nous défendons. Nous défendons des vies et des biens. Nous défendons, non pas une civilisation, mais la civilisation elle-même. Nous défendons, contre les improvisations tragiques qui ont retardé la marche des populations africaines et compromis la paix du monde, l'évolution sûre et ferme, grâce à laquelle les territoires acquièrent peu à peu la maturité nécessaire pour atteindre au plein développement économique et culturel, de manière à permettre la participation progressive des natifs aux tâches de l'administration et du gouvernement.

Nous défendons, en fin de compte, les véritables intérêts des populations intégrées dans la Nation Portugaise qui, au sein de cette Nation, peuvent, sans soubresauts, poursuivre leurs destins, contre des fictions désastreuses qui ne recouvrent que des formes irresponsables et détestables de néocolonialisme.

Ainsi peuvent en témoigner les Portugais de notre Goa, captive d'où, au cours de ces deux derniers mois, me

sont parvenus de si nombreux, si affectueux et si touchants messages, messages significatifs, révélateurs d'une présence constante, messages de nostalgie de la Patrie, messages de solidarité dans la joie, dans la peine, dans les préoccupations, dans les espoirs du Portugal!

Ce n'est pas par la volonté des populations que Goa a été intégrée dans la République de l'Union Indienne. C'est par l'ambition des gouvernants de ce pays, c'est par l'esprit expansionniste du nouvel État qui, sous des apparences pacifiques, cache un nouvel impérialisme asiatique.

Quelqu'un peut-il douter que, derrière les groupes qui se présentent comme les paladins des droits des populations natives, se meuvent des intérêts impérialistes qui s'affrontent dans la dispute pour la suprématie mondiale?

Nous en avons des preuves constantes. Mais en aucune région elles ne sont aussi flagrantes qu'en Guinée.

La Guinée portugaise est un petit territoire densément peuplé par une population rurale laborieuse avec laquelle nous avons établi des relations commerciales dès le XV^{ème} siècle. Ne disposant pas des vastes espaces libres propices au peuplement européen que l'on trouve en Angola et au Mozambique, la présence portugaise en Guinée ne pouvait être différente de ce qu'elle a été, à savoir: réalisée à base de l'unification politique et de la pacification des nombreuses races qui l'habitent, chacune avec ses coutumes et ses religions différentes; à base du développement de l'économie fondé sur la protection du travailleur natif; à base de l'assistance sociale, qui a revêtu les formes les plus diverses, entre autres, avec un succès notable, celle de la mission d'étude et de combat contre la maladie du sommeil et de la mission de combat contre les endémies qui lui a succédé.

La grande majorité de la population de la Guinée lutte contre le terrorisme à côté des forces régulières. Mais le terrorisme, dans ce territoire, est plus largement et plus

efficacement appuyé par les puissances socialistes, surtout par l'Union Soviétique, que dans nos autres provinces d'Afrique. On dirait que l'on met en oeuvre là-bas un effort persistant et actif pour lequel on ne ménage ni les armes ni les autres aides. Et la raison de cet intérêt spécial n'est pas secrète: les responsables du terrorisme en Guinée ne cachent pas que ce territoire est la base nécessaire pour une attaque contre le Cap-Vert, l'archipel qui représente une position-clef dans le système de communications entre le Nord et le Sud de l'Océan Atlantique, et même entre les deux rives de cet Océan.

Au moment où la flotte soviétique accentue de jour en jour sa présence en Méditerranée, au moment où la Russie cherche à installer des bases militaires et à consolider des alliances au Moyen Orient et dans le Nord de l'Afrique, l'importance que représenterait pour elle l'occupation de l'archipel du Cap-Vert par des éléments amis ne peut échapper à personne. L'encerclement de l'Europe se resserre.

La sécurité des pays ne peut, de nos jours, être défendue sur leurs frontières. Les nations sont intégrées dans de grands espaces dont elles partagent le destin. La liberté et l'indépendance des pays de l'Europe Occidentale se jouent non seulement en Europe mais encore en Afrique. Telle est la raison pour laquelle nous devons défendre la Guinée. Dans notre propre intérêt, sans doute, mais aussi dans l'intérêt de l'Occident européen et des Amériques elles-mêmes.

Des années de coexistence pacifique, bien que précaire, ont créé dans nos esprits l'idée que l'Union Soviétique renoncerait à toute intention agressive et était prête à collaborer à une Europe «de l'Atlantique à l'Oural».

L'invasion de la Tchécoslovaquie nous a tirés de notre rêve et détrompés de cette illusion, que l'intervention précédente en Méditerranée avait déjà profondément ébranlée.

La Russie est toujours une superpuissance animée de vastes ambitions impérialistes qu'elle s'efforce de satisfaire en s'aidant de l'expansion de l'idéologie communiste. C'est là une réalité que nous ne pouvons ignorer.

Nous, Portugais, nous aimons sincèrement la paix. J'y suis personnellement profondément attaché et je ne comprends pas qu'un homme à l'esprit bien formé puisse souhaiter, applaudir, provoquer la solution de différends en déchaînant des hécatombes de vies et l'anéantissement de valeurs, qui peuvent avoir des effets d'une étendue et d'une intensité imprévisibles. Mais, pour cela même, le devoir de ceux qui désirent conserver la paix est de décourager les agresseurs, comme c'est leur devoir de réprimer et de châtier ceux qui la troublent.

En Afrique, nous défendons la paix. Et nous souhaitons ardemment que cessent les combats, que les terroristes cessent de trouver un appui grâce auquel ils pénètrent dans nos territoires, inquiètent et affligent les populations. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, l'action des autorités et des troupes sera orientée de plus en plus dans le sens de conquérir les âmes au lieu de faucher des vies; de faire fructifier les cultures, et non pas de dévaster les champs. Mais nous ne pouvons pas affaiblir notre résistance devant un adversaire qui, à la manière traditionnelle africaine, se montrerait intolérant et implacable, ressusciterait toutes les haines raciales, sacrifierait sans hésiter les vies et les biens et planterait, en des points vitaux pour l'avenir de l'Afrique australe, des positions ennemies du Portugal et de l'Occident.

On parle couramment, à l'Assemblée Générale des Nations Unies, d'une alliance secrète entre le Portugal, l'Union Sud-Africaine et la Rhodésie. Il est inutile de dire qu'aucune alliance, secrète ou déclarée, ne lie ces trois pays. Nous pratiquons d'ailleurs des politiques raciales diffé-

rentes, et l'on sait à quel point nous sommes attachés à poursuivre et à perfectionner notre politique de non-discrimination et de franche coexistence. Sur de nombreux points, cependant, nos intérêts en Afrique australe coïncident, à partir de la conviction que le progrès de cette zone du continent noir exige la présence stable de l'homme blanc pour qu'il puisse se fixer, s'adapter et s'attacher par des liens affectueux à la terre africaine et s'y associer à l'autochtone. Il en résulte que, par exemple, nous ne pouvons être indifférents au sort de la Rhodésie, dont le principal accès à la mer réside dans notre port de Beira. Dans notre intérêt, dans l'intérêt de l'Afrique méridionale, dans l'intérêt de la paix du Monde, nous souhaitons vivement que la Rhodésie et la Grande-Bretagne trouvent une formule d'accord honorable, afin de mettre un terme à la grave situation existante.

Je puis dire que pas un seul instant à partir du moment où j'ai assumé les responsabilités du Gouvernement, les problèmes des Provinces d'Outre-Mer n'ont cessé d'être présents à mon esprit et d'avoir une large part à mes préoccupations. Et, pour le montrer d'une manière bien évidente j'ai conçu le projet de faire une brève visite à trois capitales de ces provinces, visite de courtoisie qui constituerait une affirmation vivante de solidarité et d'appui aux populations et aux forces qui les défendent. Cependant, j'ai estimé que je ne devais pas m'éloigner d'ici tant que la vie du Docteur Salazar serait en danger. C'est pourquoi j'ai dû ajourner mon voyage à plus tard, mais j'espère pouvoir le réaliser l'année prochaine.

La défense de nos provinces d'outre-mer, englobant les forces militaires, le développement économique et la promotion sociale des populations, impose au budget métropolitain des charges considérables, si considérables que personne ne peut soutenir de bonne foi que le maintien de la présence portugaise en terres d'outre-mer est inspirée

par des intérêts économiques ou par la poursuite de bénéfices financiers.

Mais si les raisons que j'ai déjà exposées expliquent ces charges, auxquelles nous ne pouvons nous soustraire, elles n'en entraînent pas moins des limitations inévitables pour les finances de l'État.

Tout l'effort militaire outre-mer a été et devra continuer à être supporté sur les ressources provenant des recettes ordinaires qui, auparavant, étaient utilisées en grande échelle pour couvrir des dépenses de développement. Maintenant, nous devons faire face à une grande partie de ces dépenses avec de l'argent obtenu par emprunt.

Les dépenses de développement étant des dépenses reproductives, puisqu'elles sont investies dans des projets dont nous recueillerons plus tard les bénéfices, il est parfaitement justifié que la charge correspondante ne pèse pas exclusivement sur ceux qui paient maintenant leurs contributions et que le coût correspondant soit réparti en annuités successives. L'appel à l'emprunt est, par conséquent, justifié.

Toutefois, un pays ne peut s'endetter au delà d'une certaine limite, car l'amortissement et les intérêts constituent une charge du budget ordinaire. D'autre part, le crédit intérieur n'est pas inépuisable, et le crédit extérieur doit toujours être contenu dans des limites raisonnables, parce qu'un pays largement endetté à l'égard de tiers cesse en réalité d'être un pays indépendant.

Au cours des dernières crises internationales, l'escudo a pu se maintenir comme une des monnaies les plus fortes du monde. Ce fait, fruit d'une saine politique financière, poursuivie avec persévérance depuis 1928, correspond également à la confiance dans les fondements de notre économie et dans la stabilité de l'ordre constitutionnel. Les perturbations politiques et sociales se paient très cher et appauvrissent les peuples.

Nous envisageons avec appréhension l'hypothèse de la dévaluation des monnaies des pays avec lesquels nous maintenons les relations commerciales les plus étroites. La dépréciation de ces monnaies, les restrictions des consommations intérieures, les obstacles opposés aux importations suscitent de graves difficultés pour nos exportations, tandis que, d'autre part, elles peuvent nous inciter à augmenter nos achats à l'extérieur. Le Gouvernement est attentif à ce problème et ne manquera pas, si nécessaire, d'adopter les mesures efficaces. Mais nous devons tous nous pénétrer de l'idée qu'il nous est impossible de vivre sans préoccupations dans une Europe en crise. Nous devons nous valoriser, en tant qu'individus et en tant que collectivité; nous devons agir avec décision et avec la volonté de vaincre. Tel a été le secret de la victoire de pays qui, hier encore, étaient anéantis par la force des armes.

Pour toutes ces raisons le Gouvernement ne pourra s'écarter de la politique d'austérité suivie jusqu'à présent, sans laisser de faire face aux nécessités les plus urgentes de l'Administration publique et de poursuivre avec ténacité la politique de mise en valeur sans laquelle on aboutirait à une grave paralysation du développement du Pays.

L'Administration publique doit être améliorée dans sa structure et perfectionnée dans ses procédés; il faut élever le niveau de son personnel. Le Gouvernement a l'intention d'étudier et d'exécuter une sérieuse réforme administrative qui, pour être *sérieuse*, ne peut être précipitée. Entretiens seront prises quelques mesures considérées comme particulièrement urgentes et indispensables pour ne pas laisser détériorer davantage les services et pour sauvegarder l'avenir des cadres.

En ce qui concerne l'exécution du Plan de Développement actuellement en cours, la préoccupation du Gouvernement consistera à donner la préférence aux

investissements de plus forte reproductivité immédiate et ayant l'effet multiplicateur le plus puissant. Il convient d'y associer étroitement les investissements concernant le bien-être rural et les infrastructures sociales, telles que l'électrification, l'approvisionnement en eau, les systèmes de transport et de communications et autres qui doivent apporter un plus grand confort à la vie des campagnes et procurer aux industries les économies extérieures indispensables, sans perdre de vue, en une perspective régionale, la correction des déséquilibres existants, et en apportant une attention particulière aux réalisations intéressant l'éducation de base, la formation professionnelle et la santé publique.

Dans le domaine de l'habitation, nous nous efforçons de coordonner et d'accélérer l'oeuvre actuellement en cours qui, en 1969, pourra présenter quelques réalisations notables.

Le fait que nous parlions de priorité pour certains investissements ne signifie pas l'exclusion des autres; cela signifie simplement que les ressources et les efforts devront être essentiellement concentrés sur les premiers.

De même, en dépit des difficultés que j'ai mentionnées, nous nous efforcerons de maintenir et, si possible, d'accélérer le rythme de la politique sociale, afin qu'elle accompagne et même stimule le développement économique et assure une distribution plus équitable des revenus. Dans ce domaine, la situation des travailleurs ruraux fera l'objet d'une attention spéciale, par un devoir de justice, et aussi par la nécessité de fixer dans les campagnes la main-d'oeuvre dont l'agriculture a besoin. Actuellement est à l'étude l'adoption des allocations familiales pour les travailleurs ruraux, qui sera suivie, avec la prudence recommandée, afin de ne pas surcharger excessivement les producteurs, de l'extension à ces travailleurs des bénéfices de l'assistance à la maladie et de la sécurité sociale. C'est là un domaine

que le Gouvernement estime devoir attaquer de front, bien qu'il ne puisse résoudre démagogiquement des problèmes qui, s'ils n'étaient pas traités avec les précautions indispensables, pourraient ébranler profondément notre économie agraire.

Il n'est pas exagéré de dire que, dans les deux derniers mois, le Gouvernement a déployé une intense activité dans tous les secteurs, activité de révision, de décision, d'étude et de planification. Dans quelques secteurs, comme celui de l'enseignement, les difficultés s'accumulent d'une année à l'autre, chez nous comme dans le reste du monde. C'est d'un côté, ce que l'on appelle *l'explosion scolaire*, avec l'afflux de multitudes d'étudiants pour lesquels les cadres enseignants sont insuffisants et les locaux trop étroits, quels que soient les efforts mis en oeuvre pour prévoir et même improviser les uns et les autres.

C'est, d'autre part, la crise de l'éducation, résultant de l'incertitude et du manque de confiance des éducateurs en eux-mêmes — dans la famille, dans les églises, dans les écoles. C'est, finalement, l'explosion d'anarchie dans la jeunesse, qui conteste toute autorité et toute discipline et que des mouvements subversifs mettent à profit pour leur oeuvre de démolition des structures sociales.

Le Gouvernement a consacré la plus grande attention à ces problèmes lourds de préoccupations, et pour lesquels on n'a encore trouvé nulle part de solutions définitives. Cependant, il importe de ne pas entourer d'un climat émotionnel les problèmes de l'administration scolaire. Je me permets de lancer ici un appel à toutes les personnes conscientes, pour qu'elles n'entravent pas, mais au contraire pour qu'elles aident le gouvernement dans son action. Les cris de désespoir, les réclamations contradictoires, l'engouement précipité pour des modèles étrangers, la simple condamnation de solutions qui, parfois, ne sont



peut-être pas les meilleures, mais qui sont les seules possibles, l'exigence immédiate de l'optimum, alors que l'on a pas encore atteint le bon, la spéculation philosophique et la critique là où doit régner le sens des réalités, tout cela peut être bien intentionné, mais désoriente l'opinion et la masse des jeunes, sans contribuer à des résultats pratiques utiles.

Dans l'enseignement primaire, secondaire, moyen, supérieur, dans tout le domaine scolaire, les difficultés surgissent à chaque pas et, à peine un cas est-il résolu qu'un autre ou d'autres surgissent. Il convient d'agir avec calme et sérénité, à tous les échelons des hiérarchies scolaires, dans un esprit constructif de collaboration. Jamais il n'a été nécessaire d'agir dans ces matières aussi rapidement et, en même temps, avec autant de prudence. Les paroles des responsables de l'éducation publique doivent être réfléchies et, au milieu des tendances dominantes à la perplexité, à la confusion et même à l'anarchie, elles doivent traduire une orientation sûre et maintenir fermement l'esprit d'autorité.

La jeunesse et les éducateurs peuvent être certains que le Gouvernement examine avec la plus grande attention tous les problèmes. Nous comprenons l'impatience des jeunes, mais ce n'est pas trop exiger que de leur demander en échange leur compréhension à l'égard des gouvernants qui, n'étant pas des saints, ne peuvent d'un jour à l'autre modifier la face de la terre, ni éliminer tous les maux, ni inventer tous les remèdes. Il est licite d'espérer de la générosité des jeunes que, sans se laisser abuser par des agitateurs et des spéculateurs intéressés, ils collaborent à un effort commun qui ne vise que leur bien.

Quoi qu'il en soit, j'ai, quant à moi, la ferme conviction que les écoles entretenues par l'État, surtout aux degrés supérieurs, doivent jouir, sans doute, de larges possibilités de recherche et de critique, mais qu'elles ne peuvent être

désintégrées de la Nation, qu'elles ne peuvent ignorer les idéaux collectifs, qu'elles ne peuvent être utilisées comme des instruments de démolition de l'ordre social, bien qu'elles doivent être les instruments de sa réforme par l'éducation.

Je me suis efforcé de conduire la politique intérieure, au cours de ces deux derniers mois, conformément aux lignes que j'ai définies dans ma déclaration, au moment où j'ai assumé mes fonctions à la tête du nouveau gouvernement, déclaration qui a trouvé un écho si favorable dans le pays entier.

J'ai fait un effort dans le sens de permettre une plus large expression des opinions, une information plus ample, une participation plus étroite des citoyens à la vie publique. Nous avons cherché à créer un climat politique sans haines, sans ressentiments, qui doit permettre la vie en commun normale de tous ceux qui professent des opinions différentes. Nous essayons d'appeler à collaborer avec le Gouvernement tous les bons citoyens de ce pays.

Le Gouvernement a déjà obtenu quelque chose de positif dans ce domaine. Naturellement, certaines gens s'alarment, pensant que nous allons trop loin, tandis que d'autres considèrent les réalisations comme trop timides et exigent de meilleures preuves de la sincérité des intentions formulées.

Peut-être espère-t-on qu'en ce moment même soient annoncées des mesures concrètes, correspondant à une ligne d'orientation déterminée. Quelques mesures sont effectivement en cours d'étude, et j'ai l'intention de soumettre à l'Assemblée Nationale, durant cette même session législative, des projets de loi qui lui permettront de se prononcer sur les orientations à suivre.

Cependant, en cette matière, le Gouvernement se réserve le droit de procéder avec la prudence nécessaire; en

effet, non seulement le climat international est loin d'être dégagé, mais encore, il faut éviter que les intérêts contraires à ceux du Portugal ne s'insinuent dangereusement dans notre front intérieur.

Des groupes continuent à s'agiter, qui poursuivent leur action subversive, soit préparant des coups de force, soit déployant une propagande intense, surtout parmi la jeunesse, contre la patrie, contre les forces armées, contre la défense de nos provinces d'outre-mer, contre l'autorité.

Dans les émissions diffusées quotidiennement à destination du Portugal, à partir des quartiers généraux de la subversion internationale, est défini le programme suivant: partir des revendications les plus simples et mettre à profit toutes les aspirations de liberté pour faire progresser le mouvement destiné à implanter le socialisme totalitaire.

Il est indispensable que nous nous protégions contre cette manoeuvre, nous tous qui ne voulons pas que le Portugal soit la proie du communisme. Elle se revêt très souvent d'aspects insidieux qui abusent de la bonne foi ou favorisent l'esprit de facilité des chefs de famille ou d'entreprises, des dirigeants d'associations ou des organes de l'opinion... Un climat de liberté impose comme condition préalable le sens des responsabilités. Les temps sont révolus où les dirigeants pouvaient endosser au Gouvernement et aux organes de sécurité le soin de définir les principes et d'assurer la défense des positions. Le Gouvernement et les organes de sécurité sont toujours vigilants, mais ils ne peuvent ni ne doivent suppléer à l'autodéfense, et cette vigilance ne peut fournir un prétexte aux citoyens pour se soustraire à leurs devoirs. Il faut que les individus qui ne veulent pas voir leur pays communisé définissent leurs attitudes et soient prêts à lutter pour elles courageusement, dans tous les domaines où se déroule la vie sociale.

Les libertés ne peuvent être un moyen d'anéantir la liberté. Sans cela, nous serions victimes de l'audace d'une minorité activiste qui dominerait la majorité inerte. Et l'histoire récente est là pour nous montrer les exemples tragiques des Kerenskys ou des Masaryks ...

Au cours de ces deux derniers mois, le Gouvernement a reçu des preuves réitérées de l'appui de la grande masse de la population portugaise. Il est indubitable que le pays souhaite la continuité de la paix sociale, de la stabilité monétaire, du progrès économique sûr, de la défense des provinces d'outre-mer. Mais il est évident également que tous souhaitent une plus grande rapidité dans les décisions, un rythme accéléré dans le développement économique et culturel, une attaque plus directe des questions fondamentales dont dépend le bien-être général.

Nous cherchons et nous chercherons à répondre à cette double aspiration. En ce qui concerne les réformes nécessaires, elles ne pourront pas toujours être réalisées avec la promptitude que beaucoup souhaiteraient. Moi-même je dois réfréner à chaque instant mon impatience. Mais si les gens pouvaient se faire une idée de ce qu'il en coûte, en matière de préparation, d'étude, d'élimination des obstacles, de décision, et aussi, généralement, d'argent, pour résoudre un problème quelconque! Comme tout semble facile quand on s'entretient entre amis, et comme tout se révèle hérissé d'obstacles quand il faut procéder à une réforme qui ne soit pas une simple illusion démagogique et qui prétend au contraire être sérieuse, profonde et utile!

Quant à moi, je ferai tout mon possible, honnêtement, pour m'acquitter des devoirs inhérents aux fonctions que m'a confiées le Chef de l'État, puisque aussi bien je me suis engagé à apporter à l'exercice de ces fonctions, du moment que je les ai acceptées, toutes mes facultés et toutes mes énergies.

Je compte, pour mener à bien cette difficile mission, sur la collaboration de l'Assemblée Nationale et de la Chambre Corporative, par l'intermédiaire desquelles peuvent s'exprimer les aspirations légitimes du pays, aspirations que le Gouvernement a toujours le désir de connaître, afin d'y répondre dans la limite de ses possibilités.

Enfin, j'ai confiance dans le peuple portugais, avec l'espoir qu'il saura reconnaître l'effort que le gouvernement portugais ne manquera pas de poursuivre, avec ténacité, animé par la ferme intention de le bien servir.



2700

NB



EFG0000513551

S.N